

1. La pandémie de Covid 19 semble démontrer une forte dépendance de notre système de santé. Dans quelle mesure et dans quels domaines précisément ?

Le taux d'occupation des lits de réanimation est l'indicateur principal du gouvernement pour décider de mesures restrictives ! A tel point qu'on en oublierait l'importance de prévenir la maladie. Notre pays a subi des suppressions massives de lits, résultat des politiques des gouvernements successifs : il y a trois fois moins de lits de réanimation par habitants qu'en Allemagne et ce manque était déjà flagrant avant l'épidémie. Les politiques de restructurations, s'attaquant en priorité aux hôpitaux de proximité, avaient transformés des services de réanimation en services de soins continus ou les avaient tout simplement fermés, dans un but économique, aidées par le manque de professionnels, conséquence du numerus clausus.

C'est en fait l'ensemble du système de soins, à la fois en hospitalisation et ambulatoire, qui s'est révélé incapable de faire face à cette épidémie, du fait du manque de professionnels, de leur inégale répartition sur tout le territoire et de la désorganisation en lien avec l'injonction constante à la diminution des dépenses.

Notre système de santé est dépendant des prescriptions européennes de réduction des dépenses publiques ! Son approvisionnement en matériel (masques, respirateurs ...) ou médicament a été compromis par les délocalisations.

2. Les politiques de libéralisation du secteur de la santé peuvent-elles être incriminées dans cette situation ?

La tarification à l'activité a été utilisée à la fois pour restreindre les dépenses publiques de santé et pour la mise en concurrence public/privé, facilitant l'organisation des cliniques privées autour des activités programmées rentables. Avec des honoraires médicaux hors tarification et des conditions de travail meilleures du fait de l'absence de prise en charge des urgences, le privé est devenu attirant pour les médecins. D'autant que les directions d'hôpitaux ont pris comme modèle la gestion privée, mettant en porte à faux les soignants avec leur éthique. Les départs successifs ont aggravés les conditions de travail, source d'un cercle vicieux de départ, qui touche maintenant tous les soignants.

3. Comment en sortir et à quelles conditions ?

Des mesures d'extrême urgence sont nécessaires à l'hôpital : embauches massives et pérennes de brancardiers, agents de nettoyage ... etc, pour que les soignants se concentrent sur leur cœur de métier : le soin ! Cela doit s'accompagner d'un changement de politique à l'intention des soignants - revalorisation salariale et respect de leurs motivations : soigner les malades et non le budget de l'hôpital – et d'un grand plan pour ouvrir massivement des formations de soignants.

Cela est incompatible avec le projet de loi de financement 2021 de la Sécurité Sociale, qui, en son état actuel, doit être rejeté.

La crise hospitalière a fait oublier que le mieux est de ne pas être malade ! Il faut sortir de la politique actuelle, aberrante et inefficace, de tests pour permettre un vrai isolement des seuls contaminés. Les tests antigéniques, même imparfaits, permettent cet isolement immédiat ! L'État doit, en lien avec la Sécurité sociale, en assurer la distribution à tous les professionnels de santé de proximité pour que chaque personne ayant un doute puisse être testée.

Le premier confinement a montré la capacité des professionnels à s'auto organiser, tant à l'hôpital qu'en ville, en dépit souvent des directions d'hôpitaux et des ARS. Il faut continuer à s'appuyer sur l'efficacité de la démocratie pour décider des modes d'actions, en associant les représentants de la population, élus ou association d'usagers. Cela pourrait préfigurer une vraie démocratie en santé. Enfin, il faut reconsidérer notre politique du médicament, aller vers un pôle public. La Coordination Nationale des Comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité soutient l'initiative citoyenne européenne right2cure pour rendre le futur vaccin ou traitement contre le Covid-19

accessible à tous. Cette initiative peut contribuer au débat pour libérer le médicament de la recherche de profits.